

# Promouvoir une culture de l'évaluation des politiques publiques

## Déclaration du groupe de l'UNAF

L'évaluation des politiques publiques est un enjeu central pour guider l'action publique. Au-delà, comme le révèle l'avis, elle engage la démocratie. Pour ces raisons, il est indispensable qu'une culture de l'évaluation imprègne toutes les parties prenantes. C'est une nécessité car une évaluation correctement menée engage les finances publiques, l'efficacité de l'action publique et, au final, la préservation de l'intérêt général. Le groupe de l'UNAF souligne au préalable que la culture de l'évaluation publique, tant au niveau national que territorial, doit imprégner l'ensemble des politiques publiques.

Il soutient les pistes de l'avis pour promouvoir une culture de l'évaluation des politiques publiques et tient à mettre l'accent sur trois d'entre elles.

Pour accroître la crédibilité de l'évaluation, l'avis recommande de favoriser la pluralité des points de vue. Une démarche d'évaluation implique un retour critique sur la pertinence et sur la cohérence des objectifs fixés, et une mise en débat du contenu et des méthodes d'évaluation avec l'ensemble des acteurs, y compris les représentants de la société civile. L'évaluation ne peut se faire dans un cercle restreint de scientifiques et statisticiens, réduite à un ensemble de mesures d'impact.

Deuxième piste soutenue par le groupe de l'UNAF : l'apport du CESE par plusieurs moyens dont celui du rapport annuel sur l'état de la France recentré sur une dimension évaluative en s'appuyant notamment sur les indicateurs complémentaires du PIB. L'implication du CESE pour promouvoir une culture d'évaluation mais aussi pour s'associer à cette démarche est un point important que les pouvoirs publics ne doivent pas négliger.

Enfin, l'avis et le rapport font œuvre pédagogique en détaillant toutes les instances d'évaluation. Elles sont nombreuses et pourtant, la France semble accuser un retard dans la culture de l'évaluation. La recommandation visant à la coordination des évaluations des politiques publiques et à la valorisation des bonnes pratiques évaluatives est certainement de nature à renforcer la pertinence des conclusions de ces travaux et inciter ainsi les décideurs publics à les prendre en compte dans l'orientation des politiques publiques.

Le groupe de l'UNAF a voté l'avis.